

LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

IMPÔTS
UNE NOUVELLE POLICE
FISCALE S'INSTALLE
À BERCY **PAGE 22**



MATELAS
LES FABRICANTS FRANÇAIS
CHERCHENT UN NOUVEAU
SOUFFLE **PAGE 23**

> **FOCUS**

AMAZON- DELIVEROO : L'ANTITRUST S'EN MÊLE

Amazon va devoir attendre avant d'investir dans Deliveroo. Vendredi, l'autorité de la concurrence en Grande-Bretagne, la Competition and Markets Authority (CMA), a annoncé avoir suspendu le récent investissement d'Amazon dans le groupe britannique de livraison de repas à domicile et au bureau. Motif : de sérieuses réserves concernant les intentions du géant américain du Web qui, à l'occasion d'une levée de fonds de 575 millions de dollars opérée par Deliveroo mi-mai, a pris une part du gâteau de la licorne britannique.

Objectif de cette incursion : concurrencer Uber Eats et poursuivre son offensive dans l'alimentaire, après le rachat surprise en 2017 des supermarchés bio Whole Foods, ou les partenariats en France avec Casino et Franprix sur Amazon.fr et Amazon Prime Now (livraison de courses à domicile en région parisienne). Si le groupe de Jeff Bezos reste minoritaire chez Deliveroo, le régulateur britannique a semble-t-il des raisons de croire que l'ogre américain souhaite bien ne faire qu'une bouchée du groupe créé en 2013.

Selon la CMA, des signes laissent à penser que les deux sociétés « ont cessé d'être des sociétés distinctes » ou pourraient bientôt cesser de l'être au vu de leurs discussions et accords en préparation. Lors de sa levée de fonds, Deliveroo avait expliqué vouloir muscler les effectifs de son siège et lancer de nouveaux services. Or, apparemment, les projets avec son nouvel actionnaire vont plus loin. Suffisamment en tout cas pour que l'autorité intime aux deux parties de ne plus échanger ni personnel ni informations sensibles, le temps de décider si une enquête est nécessaire. Ce coup d'arrêt témoigne de la sensibilité autour de la toile tissée par Amazon dans tous les domaines, l'alimentaire restant un des derniers remparts. Le groupe a du mal à s'y faire une vraie place. En 2016, il avait tenté de lancer son propre service de livraison à domicile Amazon Restaurants. Il l'a stoppé en 2018 en Grande-Bretagne, et il y a quelques jours à peine sur son marché national.

OLIVIA DÉTROYAT

Ces applis qui bousculent les géants de l'alimentaire

Téléchargée par 11 millions de Français, l'application nutritionnelle Yuka incite les distributeurs à revoir leurs assortiments, et les industriels, leurs recettes.

Inquiets pour leur santé et pour la planète, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à utiliser des applications nutritionnelles les guidant dans leurs achats, à coups de

notes et de couleurs. La fiabilité de ces nouveaux outils est parfois mise en cause. Il n'empêche, industriels et distributeurs ne peuvent les ignorer. Certains produits, trop mal

notés, sont parfois sortis des rayons. Les distributeurs renvoient aussi la composition de leurs produits de marque propre. À quelques exceptions près, comme Fleury

Michon, les industriels ont été plus lents à réagir. Mais ils s'y mettent et modifient leurs recettes. Coûteux, ces changements sont indispensables pour garder les clients.

→ LA FIABILITÉ DES DONNÉES AU CŒUR DE LA GUERRE DES APPLIS → COMMENT YUKA MONÉTISE SON SUCCÈS → 3 NOTATIONS PHARES PAGES 20 ET 21



JEAN-CHRISTOPHE MARWARA/LE FIGARO, GREEN YELLOW, FRANCIS BOUCHON/LE FIGARO

« La fiscalité est un outil extrêmement puissant »

La Française Stefanie Stantcheva, prix du jeune économiste 2019, est professeur à Harvard. Spécialiste de la fiscalité, elle analyse le consentement à l'impôt, le ras-le-bol fiscal et revient sur l'impact de la taxe à 75 % sur les plus hauts revenus. **PAGE 24**

le PLUS du FIGARO ÉCO

CONSOMMATION
Comment réduire son budget automobile

PAGE 25

LA SÉANCE

DU VENDREDI 05 JUILLET 2019

- CAC 40**
5593,72 -0,48%
- DOW JONES**
26860,00 -0,39%
- ONCE D'OR**
1414,90 (1413,50)
- PÉTROLE (lond)**
64,100 (63,570)
- EUROSTOXX 50**
3525,03 -0,54%
- FOOTSE**
7553,14 -0,66%
- NASDAQ**
7803,55 -0,69%
- NIKKEI**
21746,38 +0,20%

L'HISTOIRE

Saint-Étienne se met au vert solaire

Le vert est une couleur bien connue à Saint-Étienne (Loire), grâce à la tunique de ses footballeurs qui en ont fait un emblème dans la France tout entière. Mais voici que la métropole stéphanoise va verdier encore davantage au cours des prochains mois : l'opérateur GreenYellow, spécialisé en particulier dans l'énergie photovoltaïque, s'apprête à solariser une large part du patrimoine public. Quelque 150 bâtiments seront équipés de panneaux permettant de produire de l'électricité : le stade Geoffroy Guichard bien sûr, mais aussi le Musée d'art moderne, l'Opéra ou encore des équipements scolaires et des équipements sportifs. Sans oublier la toiture du dépôt de la Société de transport de l'agglomération,

à Saint-Priest-en-Jarez, avec 5 000 panneaux qui assureront une part significative des besoins du tramway. En ville, près de 200 000 mètres carrés de surfaces seront couverts, soit l'équivalent d'une petite trentaine de terrains de football, avec les premières installations opérationnelles avant la fin de l'année. À plein régime, l'ensemble produira quelque 33 gigawatts/heure (GWh), soit la consommation électrique, hors chauffage, de 12 000 logements. Et évitera le rejet dans l'atmosphère de 15 000 tonnes de CO₂. À Saint-Étienne, GreenYellow ne débarque pas en terrain inconnu.



L'entreprise dirigée par Otmane Hajji est filiale du géant de la distribution Casino, dont la préfecture de la Loire est le fief historique. ■ **FÉDÉRIC DE MONICHAULT**

Des inégalités salariales massives dans le monde

La dernière étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), portant sur l'année 2017, montre que les inégalités salariales sont toujours prégnantes dans le monde. Ainsi, 10 % des travailleurs - les mieux payés - disposent de 48,9 % du montant total des rémunérations mondiales, tandis que les 50 % les moins bien rémunérés n'en touchent que 6,4 %. L'étude, qui couvre 189 pays, révèle certes un léger recul des inégalités salariales au niveau mondial depuis 2004. Cette diminution s'explique sur le plan international par l'enrichissement de l'Inde et de la Chine. Mais à l'intérieur même des pays, le fossé continue de se creuser. La part des revenus salariaux allant à la classe moyenne (les 60 % de travailleurs du milieu de la distribution) est passée de 44,8 % en 2004 à 43 % en 2017 dans le monde. Dans le même temps, la part gagnée

par les 20 % les mieux rémunérés a augmenté, de 51,3 % en 2004 à 53,5 % en 2017. L'Allemagne, l'Indonésie, l'Italie, le Pakistan, le Royaume-Uni et les États-Unis sont les pays où ce phénomène a été le plus marqué. L'étude montre aussi que les inégalités salariales sont particulièrement criantes dans les pays les plus pauvres. Alors que la moitié des travailleurs ne touchent que 3,3 % des revenus du travail en Afrique subsaharienne, la même proportion de travailleurs européens en récolte 22,9 %. À l'échelle mondiale, les 50 % de travailleurs les moins bien payés n'ont un salaire moyen que de 198 dollars par mois, et les 10 % les plus pauvres devraient travailler plus de trois siècles pour gagner autant que les 10 % les plus riches en un an. La lutte pour un salaire décent reste un combat actuel.

P. L. T.

LE GRAND TÉMOIN

PROPOS RECUEILLIS PAR
JACQUES-OLIVIER MARTIN @jocjocm
ET MARIE VISOT @MarieVisot

La Française Stefanie Stantcheva, 33 ans, est professeur d'économie à l'université de Harvard.

LE FIGARO. - Comment en êtes-vous venue à vous spécialiser dans la fiscalité ?
Stefanie STANTCHEVA. - C'est un peu le fruit de mon histoire qui m'a permis d'observer différents systèmes sociaux et économiques. Je suis née en Bulgarie pendant la période du bloc communiste, où l'hyperinflation faisait augmenter les prix de jour en jour. J'ai vécu en Allemagne de l'Est, où on regardait, sans toujours bien comprendre, les salaires d'Allemagne de l'Ouest tellement plus élevés ; en France, j'avais été frappée par la présence des SDF qui dormaient au pied des restaurants chics. Tous ces contrastes étaient pour moi difficiles à saisir, me faisant me poser beaucoup de questions. J'ai compris que l'économie était la discipline qui me donnerait des réponses. C'est comme cela que j'en suis arrivée à m'intéresser aux impôts, même si c'est un sujet qui, souvent, ne fait pas rêver ! La fiscalité est un outil extrêmement puissant : un petit changement d'impôt peut avoir de grands effets sur l'économie. Des effets sur l'innovation, l'entrepreneuriat, l'éducation, la mobilité... Si un pays conçoit mal son système d'impôts, il freine sa croissance, sa compétitivité, son innovation.

Quel est donc le bon système d'impôts ?

Du point de vue de l'économiste, c'est un système qui équilibre les coûts des impôts sur l'activité économique et ses bénéfices en termes de revenu et de redistribution. Cet équilibre varie de pays en pays, de revenus en revenus. On ne peut donc pas dire ce qu'est l'impôt optimal. Il dépend de l'objectif que le pouvoir politique et la société lui assignent et aussi de notre jugement de valeur sur l'égalité ou l'inégalité acceptable. Cela tient donc à ce que chaque société considère comme équitable. En Europe, par exemple, il semble que nous ayons des objectifs redistributifs plus importants qu'aux États-Unis. L'attitude des citoyens envers la redistribution, c'est très important.

Une partie de votre recherche porte sur la mobilité sociale...
Historiquement, le sujet des perceptions et des préférences sociales des gens a été peu regardé par les économistes. Les grandes enquêtes que j'ai menées sont une sorte de laboratoire social. Les individus

Lauréate du Prix du jeune économiste 2019, elle participe aux Rencontres économiques, qui se tiennent depuis ce vendredi à Aix-en-Provence.

« Si un pays conçoit mal son système d'impôts, il freine sa croissance »

sont complexes : le revenu ne sera pas considéré de la même façon s'il est gagné ou hérité. Ils ne se soucient pas uniquement du niveau de revenu, mais aussi d'où il vient. Ce qui nous amène à la question de la mobilité sociale et de l'égalité des chances. Plus les gens croient dans la mobilité sociale, c'est-à-dire en l'égalité des chances, moins ils pensent qu'il y a un besoin de redistribution, d'impôt progressif, de transferts. Plus on croit à l'égalité des chances, plus on est prêt à tolérer l'inégalité de revenus qui en résulte. Le problème, c'est que les perceptions des gens au sujet de la mobilité sociale sont assez fausses. En Europe, et en France en particulier, les gens sont trop pessimistes ; il y a en fait plus de chances pour quelqu'un provenant de milieux défavorisés de s'en sortir que ce qu'ils pensent. Aux États-Unis, au contraire, les gens sont beaucoup trop optimistes sur l'idée du « rêve américain », c'est-à-dire sur la probabilité de devenir riche en grandissant dans un milieu défavorisé. Et cela peut en partie expliquer



JEAN-CHRISTOPHE MARZARALE/LE FIGARO

STEFANIE STANTCHEVA
PROFESSEUR D'ECONOMIE A HARVARD

des revenus du capital et des salaires des foyers dans différentes tranches de revenus. Les chiffres montrent que les revenus du capital déclarés par les foyers appartenant au top 1 % baissent de façon plus forte entre 2012 et 2013 que ceux des autres foyers. Également, le nombre de contribuables déclarant un salaire brut supérieur à 1 million d'euros entre 2012 et 2013 baisse, puis remonte de nouveau après 2014. De plus, les salaires bruts déclarés par ces foyers au-dessus du seuil d'éligibilité de la taxe à 75 % chutent plus fortement en 2013 que ceux des autres foyers. Il faut être très prudent avant de tirer des conclusions : il est pour l'instant difficile de déceler la cause de ces évolutions de revenus car plusieurs réformes et changements ont eu lieu en même temps pendant cette période.

Vous avez aussi regardé l'impact de la fiscalité sur l'innovation. Qu'en avez-vous tiré comme enseignements ?

J'ai regardé l'évolution des brevets et la migration depuis 1975 entre 8 pays, dont la France, des personnes très éduquées, à haut revenu. Se trouvent parmi elles de nombreux inventeurs, y compris des « superstars » extrêmement productives. Ils sont sensibles aux impôts trop élevés sur leurs revenus et bougent vers des pays avec une imposition plus légère. Même si l'écosystème de leur innovation est également déterminant - et c'est pour cela qu'ils s'installent beaucoup aux États-Unis.

Pourquoi y a-t-il un tel « ras-le-bol fiscal » en France ?

Écouter les gens et faire des enquêtes, c'est une véritable source scientifique, un véritable outil de recherche au service d'une meilleure politique. Il faut comprendre la perception des individus, leurs vues sur ce qui est équitable. L'imagine que c'était un peu l'idée du grand débat ; mais nous devons faire ce genre d'enquête de manière beaucoup plus systématique, rigoureuse et scientifique, sans que ce soit lié à un parti politique. Il y a encore des choses invisibles dans les données publiques dont on dispose. Si on avait eu plus de données d'enquête, je pense que l'on aurait par exemple mieux compris la situation et les contraintes de gens face à l'instauration de la taxe carbone. Et peut-être que le gouvernement aurait pu prendre de meilleures décisions. Il ne faut pas passer à côté de cet enjeu, parce qu'il y a des gens qui font semblant d'écouter, dans les partis populistes en Europe, et qui prétendent offrir des solutions. ■

Plus les gens croient dans la mobilité sociale, c'est-à-dire en l'égalité des chances, moins ils pensent qu'il y a un besoin de redistribution, d'impôt progressif, de transferts

Bio EXPRESS

2007 Diplômée de l'université de Cambridge en 2007, puis de Polytechnique en 2008. L'année suivante, Stefanie Stantcheva décroche une maîtrise en économie de l'ENSAE et de l'École d'économie de Paris

2017 Doctorat en économie du MIT. Elle est professeure à l'université de Harvard

2019 Prix du meilleur jeune économiste

La France encourage plus de chercheurs à créer des start-up

Inria et Bpifrance veulent accompagner 100 projets d'entreprises par an sur des innovations de rupture.

2000
start-up
soutenues d'ici à 2023 :
l'ambition du plan
«deep tech»
de la France

INGRID VERGARA @Vergara_I

TECHNOLOGIE Les innovations technologiques qui font les révolutions éclosent souvent dans des laboratoires de recherche publics. Mais, faute de culture d'entrepreneuriat suffisante et de structures adéquates, la recherche française, aussi excellente et internationalement reconnue soit-elle, notamment en matière d'intelligence artificielle, ne parvient pas à faire émerger suffisamment de start-up. C'est pourtant une condition sine qua non pour espérer créer les champions technologiques européens que le gouvernement appelle de ses vœux à travers ses plans sur l'intelligence artificielle ou sur l'innovation de rupture (« deep tech »).

Pour y remédier, l'Inria, l'insti-

tut national de recherche en sciences du numérique qui accompagne aujourd'hui une quinzaine de projets par an, veut changer d'échelle. Objectif : disposer de 100 choix de start-up par an, afin de pouvoir aider les meilleurs à se développer. « Il faut que notre base de projets de start-up soit plus importante pour que nous puissions avoir le choix. C'est de la quantité que naîtra la qualité », résume Bruno Sportisse, PDG de l'Inria, lui-même ancien chercheur et ex-entrepreneur. Inria, qui travaille en partenariat avec Bpifrance, se donne quatre ans pour parvenir à ce rythme de croisière.

Le vivier et l'état d'esprit sont là : chaque année, entre 700 et 800 jeunes sortent de l'Inria. « La barrière entre recherche et entreprise s'estompe. Beaucoup de chercheurs ont envie de se lancer dans l'aventure

entrepreneuriale car ils souhaitent prolonger l'impact de leurs travaux et l'entreprise est une bonne manière de le faire. » Il s'agit aussi pour l'institut de diversifier sa campagne de recrutement sur les campus universitaires pour convaincre des jeunes tentés par l'entrepreneuriat de faire des thèses pour muscler leur bagage technologique.

L'exemple Therapixel

Pour l'Inria, ce changement d'échelle passe aussi par le recrutement de personnels, dont le métier est d'accompagner les jeunes chercheurs entrepreneurs. La bonne idée et la compétence technologiques seules ne suffisent pas. Il faut identifier le bon cas d'usage, le marché potentiel, travailler à la construction d'une équipe aux compétences diverses pour que le

porteur du projet soit bien entouré, etc. L'institut dispose déjà d'une à deux personnes dédiées dans chacun de ses huit centres de recherche (Paris, Rennes, Sophia Antipolis, Grenoble, Nancy, Bordeaux, Lille et Saclay). « Il nous faut doubler ces ressources dans chaque centre. Nous allons aussi recruter des gens provenant de fonds d'investissement ou de programmes d'échanges dans des universités étrangères. »

En aval, il s'agit non seulement d'aider les jeunes à démarrer financièrement le projet, mais aussi de les mettre au contact de l'écosystème du capital-risque afin de leur permettre de développer leur produit et de trouver leur marché. Une phase particulièrement longue pour des projets « deep tech ».

Tous les secteurs sont visés, même si la santé est particulière-

ment prometteuse. Entre 20 et 25 % des projets Inria la concernent. Therapixel, créé en 2013 par un ancien, Olivier Clatz, a levé 5 millions d'euros en mars. Elle est aujourd'hui considérée comme l'une des meilleures start-up spécialisées dans l'intelligence artificielle appliquée à l'imagerie médicale.

Leur algorithme interprète les mammographies et permet de détecter un cancer du sein en première lecture avec une grande fiabilité. L'entreprise est un bon exemple de ce qui peut être fait à bon grand échelle. « Il y a tous les ingrédients pour avoir plus d'ambitions », estime Bruno Sportisse. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre plus large du plan « deep tech », piloté par Bpifrance. En injectant 1,3 milliard d'euros, l'ambition est de soutenir 2000 start-up d'ici à 2023. ■